

L'U(C)L dont je rêve

La Libre Belgique, lundi 8 mars 2004, p.16.

Dans l'UCL de mes rêves, tout le monde se tutoie. De la prof ordinaire au laborantin. De la rectrice à l'appariteur. Tous à bord de la même caravelle, sur des flots qui s'annoncent chahutés.

Bologne. Notre cursus universitaire se restructure en baccalauréats et maîtrises. Pour affronter cette secousse inédite, l'UCL n'aura pas trop de toutes les ressources de sa nouvelle Académie. Autonomie et proximité, complémentarité et émulation devront permettre d'offrir sur ses divers sites (Louvain-la-Neuve, Namur et Mons, St Louis et Woluwé) des baccalauréats attrayants qui orientent intelligemment et préparent efficacement. La plupart des bacheliers entameront tôt ou tard une maîtrise. Mais beaucoup la feront ailleurs. Il faudra donc attirer chez nous de nombreux bacheliers issus d'autres institutions. Seules survivront les maîtrises qui y parviendront. Pour cela, bon nombre d'entre elles devront passer à l'anglais. Et toutes devront mobiliser au mieux les compétences disponibles au sein de l'Académie, en intégrant systématiquement dans leurs programmes les enseignants de tous ses sites.

Lovanium. A l'heure de l'internationalisation de l'enseignement supérieur, peu de marques perceront. Il importera de tirer de la nôtre tous les avantages qu'elle est susceptible de fournir. Qu'elles soient wallonnes ou bruxelloises, toutes les maîtrises de l'Académie auront intérêt à arborer l'étiquette « Louvain ». Mais il faudra oser aller plus loin. A Vienne, je suis de la Katholische Universität Löwen, à Bogota de la Universidad catolica de Lovaina, et de plus en plus un peu partout de la Catholic University of Louvain. Mes collègues de la KuLeuven aussi. Cessons les uns et les autres d'en mourir d'embarras, et sachons y reconnaître un fantastique atout que nous ne pouvons pas nous permettre de gaspiller. Nous nous sommes séparés sur une affaire de langues, pour le plus grand bien de l'intégrité de la Flandre et de la prospérité de la Wallonie. Dans la situation linguistique radicalement nouvelle qui s'installe peu à peu, le bon sens commandera de songer à refaire— prudemment — l'Universitas Lovaniensis, par exemple sous la forme d'une entité commune organisant maîtrises de recherche et doctorats avec comptabilisation mutuelle charges. Les obstacles administratifs ne manqueront pas, mais nous aurons vite fait de retrouver une identité commune lorsque nous aurons tous pour nom de famille lovanium.ac.be.

Sous. Ce n'est pas dans une université aux abois que la liberté académique est le mieux préservée. Or il deviendra de plus en plus difficile de demander à une entité aussi menue que Wallonie-Bruxelles de former à grands frais des personnes dont une fraction croissante partira sous d'autres cieus. Que faire? Lovanium prudemment reconstituée pourra aider à grappiller des crédits européens et plus encore à mettre l'Etat fédéral devant ses responsabilités fiscales. Mais il faudra être plus imaginatif. Faire payer plus aux étudiants ? Ce ne serait pas odieux, mais moins intelligent et moins juste que le système actuel. Il se peut cependant que nous y soyons acculés si nos voisins s'y mettent. Faire payer plus aux propriétaires de Louvain-la-Neuve en augmentant

en douceur les baux emphytéotiques ? Ce ne serait qu'une récupération partielle des externalités que l'UCL a créées en assurant intelligemment le remarquable succès de la ville. Faire payer le secteur privé ? C'est évident, avec les précautions d'usage, pour les contrats de recherches. Ce l'est tout autant pour le mécénat s'il prend la forme de dotations et non d'allocations temporaires, qui induisent la dépendance. Faire payer les profs ? Ce n'est pas absurde non plus. Beaucoup d'entre nous perçoivent, outre leurs salaires, des droits d'auteur et honoraires qui s'ajoutent à notre revenu imposable. Pourquoi ne pas exiger, en accord avec le fisc, qu'elles soient plutôt versées, déduction faite d'un prélèvement UCL de (mettons) 20%, sur un compte nominatif utilisable librement par son titulaire à toutes fins professionnelles, sans autre contrôle que l'obligation de rendre intelligiblement et indéfiniment accessible, sur l'intranet de l'Université, le détail de chaque rentrée et de chaque dépense ?

Glasnost. Le recteur Macq fut notre Gorbatchev. Mais l'œuvre de la Glasnost n'est pas terminée. Les PV du Conseil académique sont désormais rendus publics et des étudiants sont admis au Conseil d'administration. Des débats courageux sont menés sur des questions délicates : la double casquette de François Cornélis, le DHC de Pascal Lamy, les Chaires, le minerval. La désignation du Recteur est elle aussi devenue plus limpide. Mais pour la transformer en une élection, comme à l'ULB, comme à la KU Leuven, faut-il attendre à nouveau qu'une ministre nous l'impose ? Qu'on en finisse aussi avec les commissions secrètes. S'agissant de nominations ou de promotions, que leurs débats restent confidentiels, mais que leur composition soit connue, de même que les critères qu'elles sont censées appliquer, et que les classements qu'elles établissent, en conscience, soit rendus publics, comme du reste ceux des commissions du FNRS. Que les Autorités académiques exercent souverainement sur cette base la responsabilité qui leur est confiée. Chacun sait qu'il y a des décisions difficiles à prendre. La transparence ne les empêche pas. Elle aide à s'assurer qu'elles soient justifiables aux yeux de tous.

Catholique. Aux murs de nos auditoriums, l'image d'un juif anticonformiste condamné à une mort infamante en raison de ses convictions. Quelle audace ! Quel décapante relativisation du succès matériel dans une institution qui prétend contribuer à former l'élite de la planète ! Bravo ! Nulle raison d'en rougir. Nulle raison d'y renoncer. Pas plus du reste qu'aux exigences de fraternité, de chaleur humaine, d'attention aux plus humbles, auxquelles, dans la foulée, nous parvenons parfois à faire quelque place dans la vie de notre institution. L'étiquette « catholique » n'en est pas moins devenu un handicap qui ira s'alourdissant. Cela fait en effet un moment que les catholiques ne procréent plus beaucoup plus que les libres penseurs. Mais demain une naissance sur deux, à Bruxelles, sera celle d'un bébé d'origine musulmane. Les étudiants de l'UCL que ces bébés sont susceptibles de devenir pourront-ils jamais s'y sentir autre chose que des hôtes périphériques tant que le C n'aura pas disparu ? Nul besoin de vendre notre âme pour oser regarder en face la réalité démographique de nos baccalauréats de demain. Au niveau des maîtrises, le label « catholique » reste peut-être un atout pour quelques universitaires africains ou latino-américains. Dans beaucoup d'autres pays, d'où il importera toujours plus d'attirer des étudiants, elle a des connotations franchement sectaires. La gommer, dans ce contexte, ce n'est pas nier ce que nous sommes mais lever un malentendu qui nous dessert. Nous sommes une université financée par les pouvoirs publics, une communauté de femmes et d'hommes qui n'ont de compte à rendre à aucune orthodoxie. C'est suffisamment clair en Belgique. C'est très loin de l'être partout à l'étranger. Autant donc nous délester sans tarder d'un adjectif qui suggère le contraire.

Cette dernière suggestion n'a rien de révolutionnaire. Pour que notre caravelle puisse faire face plus sereinement à la houle, il ne s'agit pas de changer de cap. Seulement de hisser à nouveau le pavillon sous lequel elle a croisé pendant près de 400 ans.

Philippe Van Parijs
professeur à l'UCL